

9.3 La reconnaissance

L'entrée de l'Argentine dans l'ALENA accroîtra l'investissement étranger dans ce pays, le risque auquel les investisseurs sont exposés étant réduit. Si la législation argentine en matière d'investissement, le traité sur l'investissement bilatéral (TIB) Argentine-États-Unis et l'Accord sur la protection de l'investissement étranger (APIE) Canada-Argentine offrent une certaine protection aux investisseurs canadiens et américains, les dispositions de l'ALENA concernant l'investissement leur offrent une sécurité plus grande. Ces dispositions font en effet partie d'un accord plus vaste qui se fonde sur les principes centraux de l'égalitarisme et de la transparence indispensables à l'instauration d'un climat prévisible propice aux affaires.

9.4 L'entrée dans les ligues majeures

En signant le traité d'Asunción, les pays du MERCOSUR ont convenu d'adopter une politique commerciale commune à l'endroit des pays tiers. Ce que veulent clairement ces pays, c'est se liguer dans le but de présenter un front commun dans les négociations commerciales internationales. Mais il convient de se demander si la zone du MERCOSUR est suffisamment importante sur le plan économique pour que son influence compte. Les pays qui font présentement partie du MERCOSUR représentent ensemble environ 4 % du PIB mondial, un pourcentage nettement inférieur à celui que représentent les pays de l'ALENA (25 %), les États-Unis (20 %), le Japon (9 %) ou la Chine (9 %). La création d'une zone de libre-échange englobant toute l'Amérique du Sud ne ferait pas augmenter sensiblement l'importance économique du bloc, les pays du continent qui ne sont pas membres du MERCOSUR ne représentant ensemble que 2 % du PIB mondial. Le MERCOSUR ne possède ni ne peut acquérir l'importance voulue pour faire bonne figure dans les négociations internationales sur le commerce et l'investissement.

Si ce que souhaite l'Argentine, c'est faire partie d'un bloc commercial puissant, l'ALENA lui en offrirait bien davantage la possibilité que le MERCOSUR. Outre le fait que l'ALENA est plus grand et plus puissant que le MERCOSUR, les intérêts de politique commerciale des pays de l'ALENA se rapprochent bien davantage de ceux de l'Argentine que de ceux du Brésil. L'Argentine s'est engagée plus clairement dans la voie de la libéralisation de son économie, et elle tirera profit de la circulation de plus en plus libre des marchandises, des capitaux, des techniques et de l'information à ses frontières. Le Brésil, partagé au sujet de la valeur de la libéralisation économique, s'est souvent opposé, dans des négociations commerciales multilatérales, à des mesures favorables à une plus grande libéralisation de l'économie. De toute évidence, en matière de politique commerciale, les intérêts stratégiques de l'Argentine ressemblent plus à ceux des pays de l'ALENA qu'à ceux du Brésil. Il est avantageux de se